

Présenté par
Olivier CONSOLO, Hadjer NEGGAZ et Nadim ABILLAMA

Solidarité laïque (SL) & F3E

Table des matières

Table des matières.....	1
INTRODUCTION.....	3
I. ANTÉCÉDENTS.....	3
Enjeux, objectifs et questionnements de la mission d'accompagnement.....	3
II. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION.....	3
ONG de solidarité internationale.....	3
Laïcité et place de la religion dans la société.....	5
Géopolitique (conflits, migration, système éducatif, intégration régionale).....	5
IV. ÉTATS DES LIEUX (extraits et synthèse des rapports final et intermédiaire).....	5
L'ADN de Solidarité Laïque et transversalité entre action France et action internationale.....	5
Relations action France et action internationale : entre silos et complémentarité.....	5
Participation des membres aux actions de SL : Travail d'équilibriste et ambition affirmée.....	6
Les relations complexes entre SL, ses membres et les territoires (notamment en France).....	6
Transversalité : quelles approches concrètes privilégier (cf plusieurs propositions dans le rapport complet)?.....	7
Modalités d'intervention de Solidarité Laïque dans la région méditerranée.....	7
Thématiques.....	8
Recentrage sur éducation et jeunesse : cœur de métier de SL et ses membres.....	8
Migrations : nouvelles urgences humanitaires dans la région. Pour un plaidoyer ciblé et de l'éducation citoyenne ! Lancer des expériences pilotes sur le terrain ?.....	9
Environnement et changement climatique : une nouvelle thématique à explorer ?.....	9
Modalités d'intervention (autres exemples dans rapport complet).....	10
L'approche microprojets.....	10
Les métiers historiques des membres de Solidarité laïque.....	10
Dialogue entre société civile et institutions.....	11
Participation dans des réseaux et plateformes collectifs.....	11
Acteurs et partenaires.....	11
Éléments de récit.....	12
SCENARIOS.....	13
Axes de travail et scénarios au niveau régional.....	13
La participation des jeunes femmes et l'égalité hommes - femmes dans les actions méditerranée de SL.....	13
Le programme <i>Jeunesses des deux Rives- 2.0</i>	14
La douloureuse situation des palestiniens et la délicate <i>question palestinienne</i>	14

Appui à la création d'un réseau régional de <i>clubs de jeunes</i>	14
Dimension régionale des migrations	15
Appui à la création d'un écosystème favorable à l'éducation dans le sud de la méditerranée	15
Annexe - Dimension régionale du Sud de la Méditerranée : mythe ou réalité ?	15

INTRODUCTION

S'il fallait identifier un seul **fil rouge** dans le document de stratégie, nous vous proposons celui du potentiel de collaborations et de synergies entre SL (organisation fédérative et centralisée) et ses propres membres. Le potentiel de « l'écosystème » SL pour aller encore plus loin est immense mais reste à développer. Les mutualisations croisées entre SL et ses membres sont porteuses de transformations et de changements d'échelle insoupçonnés, et méritent donc d'être explorées. Pour cela un processus spécifique ultérieur sera peut-être nécessaire pour en délimiter les périmètres et en identifier les mécanismes précis.

ANTÉCÉDENTS

Enjeux, objectifs et questionnements de la mission d'accompagnement

- Au sein de Solidarité Laïque, **approfondir et re-explorer les liens entre « action internationale » et sa base sociale (notamment ses membres)** – objectifs : explorer le potentiel d'ancrer quelques/plusieurs futures pratiques de solidarité internationale de SL (dans la région bassin méditerranéen) sur les bonnes pratiques de certains de ses membres (au niveau national ou international), tout en identifiant les conditions pour des collaborations ponctuelles entre membres et SL sur certaines actions concrètes (y inclus – si possible - au niveau de cofinancements croisés).
- **Renforcer les synergies entre programmes/pratiques « action nationale » et « action internationale » au sein de Solidarité Laïque** - objectifs : multiplier les opportunités d'apprentissage croisé, identifier des partenariats ponctuels entre « acteurs locaux ici et là-bas », offrir des possibilités de mobilité professionnelle entre les deux services.
- **Associer et impliquer ponctuellement quelques partenaires historiques de SL** à l'exercice de réflexion stratégique.
- **Analyser les dynamiques institutionnelles européennes** (en cours et futures) vis-à-vis de la société civile de la région : notamment à travers la création récente du « Hub société civile » en charge de la poursuite du dialogue bi-régional entre institutions européennes et société civile sur la rive sud de la Méditerranée.
- **Intégrer l'Algérie dans la zone géographique à analyser** notamment en lien avec les dynamiques en cours entre sociétés civiles algérienne et française.
- **Articuler le processus d'accompagnement « bassin méditerranée » avec les chantiers en cours** au sein de Solidarité Laïque.
- **Se questionner sur quelles solidarités et collaborations entre sociétés civiles des deux rives.** Faut-il réinventer ces relations/solidarités régionales ? La mission essaiera d'apporter des éléments de réponses à ces questions essentielles.
- **Se questionner sur des nouvelles thématiques de coopération/solidarité à intégrer** dans le cadre de la présente mission. Migrations, Laïcité, Éducation à l'environnement sont trois thèmes examinés en particulier par l'équipe d'expert(e)s.
- **Croiser (chaque fois que possible) « thématiques » et « géographie »** (par exemple « Migration et Libye/Tunisie »).

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

ONG de solidarité internationale

Au moment de repenser ses stratégies, il est important pour chaque ONG de savoir d'où elle vient et dans quelle(s) tradition(s) associative(s) s'inscrit son action.

Solidarité laïque partage plusieurs traditions associatives : historiquement, celle de la solidarité politique entre enseignants français et hongrois et avec les militants de Solidarnosc;; culturellement, une tradition militante liée au corpus de la *laïcité* ; du point de vue de son fonctionnement, SL se rapproche des ONG de développement, mais grâce à sa base sociale (ses membres), SL demeure une organisation assez unique car elle rassemble les principaux acteurs sociaux et de l'économie sociale du secteur éducatif en France. Cette dernière caractéristique présente l'avantage de permettre de développer un récit différencié et original qui gagnerait à être affiné et mieux partagé au sein du collectif.

SL a plusieurs atouts pour affirmer ses spécificités :

- Une histoire longue inscrite dans la lutte pour les droits humains et la solidarité entre les peuples,

- La nature particulière de ses membres (la grande majorité des ONG n'ont pas de membres),
- Son (r)attachement à un corpus politique et idéologique ancien qu'est la *laïcité*, dans un moment où nos sociétés traversent de nombreuses turbulences - liées souvent à l'irruption du religieux - et donc justement dues à l'absence ou la faiblesse de cadres politiques laïques,
- Un savoir-faire unique dans le champ de l'éducation lié notamment aux métiers de ses membres,
- Un équilibre stratégique entre plaidoyer, éducation au développement/citoyenneté et actions de terrain.

SL par la décision de ses dirigeants (anciens, présents et futurs) est consciente d'être à la croisée des chemins. Une nouvelle étape de développement s'ouvre pour SL et ce processus stratégique est un des chantiers de réflexion-action en cours. Il est positif que SL anticipe les évolutions pour ne pas (ou moins) les subir.

Les grands paradigmes qui sont en train de modifier le secteur des ONG de solidarité internationale sont (de façon non exhaustive) :

- Les sociétés civiles se sont aussi développées au Sud (c'est heureux et cela était aussi un des objectifs des OSI au début des années 80s) en suivant des chemins souvent exportés par la coopération internationale et parfois *via* des chemins propres. Le partenariat durable entre ici et là-bas est dès lors la seule modalité de travail acceptable. Mais ses formes peuvent être très diverses. **SL doit entrer avec volontarisme et confiance dans ce débat (en interne et avec ses partenaires) car une coopération vraiment horizontale est encore à inventer.**
- Partout dans le monde, y compris en Europe, montent des discours antilibéraux et nationalistes dans lesquels les ONG de solidarité internationale sont par leur nature « internationale et universaliste » aussi une cible privilégiée. Le secteur ONG parle poliment « réduction de l'espace pour la société civile », mais les faits existent déjà pour penser qu'il s'agit d'une remise en cause plus profonde de leur rôle et de leurs raisons d'être. Dans ce contexte, **SL a les arguments (liés à ses spécificités) pour montrer que son champ d'intervention (l'éducation), ses modes de coopération (notamment « partenariat trans-local » basé sur les métiers de ses membres) ainsi que le cadre institutionnel dans lequel SL intervient (un État laïque fonctionnel) contribuent au contraire à renforcer les capacités des acteurs nationaux et locaux à dessiner leur propre futur (récit d'émancipation au Sud versus ingérence du Nord).**
- L'irruption des nouvelles technologies dans la majorité des champs de la vie quotidienne des gens ici et là-bas est en train de bouleverser de nombreuses pratiques y compris les pratiques citoyennes (pétitions en lignes, campagnes éducatives 2.0 et crowd founding, etc.). **SL ne semble pas (??) s'être engagée résolument dans ce que certains appelle la révolution numérique et pourtant, dans la région méditerranéenne, ces nouveaux outils ont joué un rôle important lors des mobilisations citoyennes, à l'occasion de la supervision des élections ou dans la dénonciation des excès des autorités. Dans une perspective de transfert de savoir-faire Sud-Nord, des acteurs du Sud de la Méditerranée pourraient être sollicités pour accompagner SL dans cette transformation technologique.**

Éducation et jeunesse

La communauté internationale est unanime à considérer que l'appui à la jeunesse dans la région Méditerranée est, avec l'emploi (des jeunes notamment), une des priorités phares de la coopération régionale. De nombreuses ONG ont dû s'adapter pour recentrer leur action sur ce public cible. **Dans le cas de SL, la Jeunesse fait partie de l'ADN de l'organisation. Dès lors, ce capital et ce savoir-faire doivent être mis en avant auprès des différents partenaires (au Sud, mais aussi bailleurs, corps diplomatique, autres ONG, etc.).**

L'éducation et la culture sont les deux autres secteurs prioritaires pour la coopération internationale dans la région. Ils sont même parfois les deux seuls secteurs où les États du sud de la Méditerranée acceptent l'intervention d'acteurs « internationaux » (comme l'Algérie actuellement par exemple). **L'Éducation (sous toutes ses formes) est au cœur du projet associatif de SL tant à l'international qu'en France. L'éducation comme outil d'émancipation individuel et collectif. Les pratiques culturelles sont aussi nombreuses auprès des membres de SL. Ces différents éléments positionnent SL comme un acteur incontournable dans le panorama des ONG européennes intervenant dans le bassin méditerranéen.**

Mais au-delà du récit, il serait utile que SL et ses membres puissent répertorier les bonnes pratiques (tous supports confondus) internationales et nationales accumulées depuis des décennies sur ces trois secteurs-clés : jeunesse, éducation et culture. Cet exercice est probablement partiellement réalisé au sein de SL mais peut-être éparpillé. Le finaliser constituera un atout important pour SL au moment de contacter de nouveaux partenaires, qu'ils soient de la société civile ou d'institutions d'appui.

Laïcité et place de la religion dans la société

La question de la laïcité n'est pas seulement un champ d'expertise pour SL. La laïcité est d'abord un élément constitutif de son histoire et de sa *constituency* (base sociale). Dans le contexte particulier de la région méditerranéenne, de nombreux acteurs de la société civile, du monde académique et du monde politique sont en recherche de stratégies et d'alliances au niveau national, régional et international pour pousser un agenda « laïc » (même si ce terme pose de nombreuses questions car trop souvent assimilé par ces détracteurs avec athéisme) et « humaniste » (mot souvent employé en arabe pour traduire le mot « laïcité »).

Cet enjeu ne semble pas encore faire ouvertement débat au sein de SL. Assumer un agenda politique résolument laïc (en France et à l'international) est un défi important qui devra passer par différentes phases de délibérations internes (avec les partenaires concernés). Mais son potentiel pour alimenter de nouvelles formes de plaidoyer mérite d'être exploré. Au Liban, dans le cadre du partenariat avec l'ONG Tadamoun wa Tanmia (TWT), cette question est décisive et le partenaire historique de SL attend un signe sans ambiguïté de la part de SL sur ce terrain-là en particulier.

Géopolitique (conflits, migration, système éducatif, intégration régionale)

La région Sud-Méditerranée est et reste une région prioritaire pour la diplomatie de l'Union européenne et celles de ses États membres (au premier rang desquels la France).

Dans ce contexte, et au-delà de la participation de la société civile à ces différents cadres officiels de dialogues bi-régionaux, il est urgent et stratégique de définir des agendas bi-régionaux propres à la société civile. En effet, quelles sont les priorités thématiques, les initiatives et les partenariats que les sociétés civiles souhaitent impulser en priorité entre les deux rives de la Méditerranée ?

Des agendas alternatifs (en dehors des cadres officiels portés par les États) doivent porter l'espérance et les ambitions des jeunes (notamment) des deux rives. Nos actions de solidarité doivent refléter ces aspirations et les convertir en solidarités concrètes. Ces coopérations doivent peu à peu former une vision différente du futur de la région et poser les jalons d'une « diplomatie non gouvernementale » basée sur des valeurs et des pratiques différentes.

C'est dans ce champ précisément que la société civile retrouve alors sa dimension politique consistant à dessiner d'autres possibles sur la base d'actions concrètes. Ce travail de longue haleine constitue peut-être une des rares voies/voix d'espérance pour les acteurs progressistes du Sud de la Méditerranée.

Dans ce cadre, l'éducation sous toutes ses formes présente le potentiel de devenir un axe stratégique et structurant de ces échanges entre les deux rives : éducation formelle, non formelle, tout au long de la vie, éducation populaire, éducation au développement, écosystèmes éducatifs, éducation extrascolaire, initiatives culturelles, échanges de jeunes, chantiers de jeunes 2.0, etc. Solidarité laïque est idéalement positionnée pour prendre avec ses membres des initiatives dans ce sens en fédérant des acteurs des deux rives dans le cadre d'échanges et de partenariats au long cours dont la colonne vertébrale serait en partie indépendante des budgets disponibles.

ÉTATS DES LIEUX (extraits et synthèse des rapports final et intermédiaire)

L'ADN de Solidarité Laïque et transversalité entre action France et action internationale

Relations action France et action internationale : entre silos et complémentarité

SL s'est historiquement construite sur le besoin de ses membres de mutualiser une action internationale. Cette action internationale est basée sur les valeurs fortes du réseau : laïcité, éducation, jeunesse, etc. ; Ainsi que sur les métiers et savoir-faire de ses membres : formation d'éducateurs, syndicats enseignants, services scolaires et extra-scolaires, organisation de vacances, économie sociale dans le cadre des politiques d'éducation, etc.

Ces valeurs et métiers ont conduit naturellement Solidarité Laïque à développer une forte compétence en matière de création d'outils, de formation de professionnels d'animation socioculturelle, d'échanges entre jeunes, mais aussi en matière de plaidoyer (droits de l'enfant, droits à l'éducation, droit syndical, droit aux vacances, etc.). Le thème de la participation de la société civile dans des espaces plus ou moins institutionnalisés apparaît dans les années 2000 (Communication 2002 de l'Union Européenne sur les « Acteurs Non Étatiques ») et reste dans l'air du temps car elle est devenue une dimension importante ces dernières années aux niveaux européen, onusien et français (notamment à la demande des Organisations de la Société Civile elles-mêmes).

L'action France est à peine plus récente (une 30aine d'années) mais mobilise aujourd'hui moins de ressources humaines et financières que l'action internationale. Ces évolutions progressives ont conduit à créer deux pôles (France et International) assez étanches entre eux, **malgré la volonté de nombreuses personnes de mieux articuler les deux, au premier rang desquelles les personnes en charge de ses deux pôles.**

Cette réalité du cloisonnement est aussi à nuancer puisque la majorité des actions France intègre de facto une dimension internationale. En voici quelques illustrations (plus d'exemples dans le rapport complet) :

- SL a conforté ces 15 dernières années une compétence spécifique **en matière humanitaire spécifiquement dans la post-urgence**. Déjà à l'origine, en 1956 à l'international et en 1959 en France, Solidarité Laïque préfigurait ce qu'on appelle aujourd'hui l'approche « URD » (Urgence, Réhabilitation et Développement). Cette compétence mériterait d'être décrite (capitalisée et diffusée) plus précisément au sein de SL. Existe-t-il une spécificité SL en matière de post-urgence ? Plus récemment, cette compétence s'est notamment exprimée et développée au Sri Lanka après le Tsunami (dans le cadre d'un consortium porté par le réseau européen Solidar), puis à Haïti après le tremblement de terre et sur l'île Saint Martin dans les caraïbes après l'ouragan Irma ; Ce dernier territoire d'intervention pose de nouveau la question du lien entre Action France (Saint Martin) et Action Internationale (les autres interventions) ? Certaines personnes interviewées pensent que des liens entre Haïti et Saint Martin - et au-delà avec les délégations des Antilles françaises - peuvent être renforcés.
- **SL est aussi une organisation impliquée sur le thème des Migrations**. Cette question est abordée sous plusieurs angles au sein de SL : fondation via le comité PECO puis hébergement de la plateforme InfoMIE (que tous les membres ne connaissent pas encore), éducation à la citoyenneté, soutien au réseau de diasporas pour le développement FORIM, plaidoyer sur la question des Mineurs isolés étrangers, etc. SL devrait-elle, de façon pilote pour commencer, se lancer dans des actions encore plus concrètes sur la question des migrants ? Par exemple, en accentuant la mobilisation de ses membres sur la question de l'accueil des réfugiés et des sans-papiers en France ? Ou/et en intervenant avec ses partenaires dans le sud Méditerranée auprès des populations sub-sahariennes en transit en Afrique du Nord ?

Participation des membres aux actions de SL : Travail d'équilibriste et ambition affirmée

Au cours du temps, la participation active et concrète des membres aux actions de SL qu'elles soient internationales ou 'France' (au-delà de leur rôle formel dans les instances de gouvernance des projets) varie d'une implication directe à un rôle plus passif. Ces variations répondent à des circonstances difficiles à appréhender précisément (dans le cadre de cette mission). **Cependant, la majorité des membres interviewés confirme qu'ils sont ouverts à des propositions pour s'impliquer plus et mieux au sein de SL.**

Certains facteurs qui influent sur la participation des membres sont : les processus d'élaboration des projets plus ou moins inclusifs vis-à-vis des membres (par exemple les PCPA), rôle actif et prépondérant d'un ou de quelques membres qui laissent sur le côté d'autres membres (opération *Vacances & Insertion* avec trois membres très impliqués), des actions qui géographiquement mobilisent certains membres et pas d'autres (programmes Haïti), des montages de projets plus ou moins sophistiqués qui favorisent ou limitent l'implication des membres notamment pour rejoindre une initiative une fois que les projets ont déjà commencé, des ressources humaines limitées dans les projets et au siège de SL qui rendent difficile l'animation des différents niveaux d'implication (partenaires au Sud, bailleurs, membres, acteurs locaux, experts, etc.).

Les relations complexes entre SL, ses membres et les territoires (notamment en France)

L'ambition de SL d'être une organisation ancrée dans les territoires, se traduit principalement à quatre niveaux :

- Des programmes internationaux intégrant systématiquement une dimension locale et de plus en plus des approches territoriales (notamment à travers les PCPA)
- Des programmes France particulièrement orientés vers des actions locales : Jeunesse des deux Rives (J2R), Rentrée Solidaire, programme multi-acteurs *Vacances & Insertion*, etc.
- Des délégations territoriales de SL en France dont le rôle est reconnu mais dont le mandat et les moyens restent limités pour éviter d'entrer en concurrence avec les bases locales des membres de SL sur ces mêmes territoires. Réalité qui n'empêche pas de belles collaborations (*success stories*) entre SL et ses membres dans certaines régions (i.e. Pays de Loire).
- Des membres de SL ancrés et actifs sur leurs territoires partout en France lesquels constituent un capital social unique dans le milieu des ONG internationales françaises.

Cet ancrage local fait-il suffisamment parti des récits et de la communication de SL ? Cet aspect est crucial à un moment où les autorités françaises en charge de la coopération internationale (dans un contexte de doublement probable de l'APD à destination des ONG/OSC dans les 10 prochaines années) **recherchent des partenaires capables de relayer l'action internationale et l'éducation au développement / à la citoyenneté au niveau local en France.**

Comment animer de façon stratégique et pérenne les dynamiques et les ponts entre ces différents niveaux locaux afin d'en maximiser l'impact et le potentiel ? **Comment rassurer les membres de SL** sur les synergies à construire ou à entretenir au niveau local, sans entrer en concurrence avec les groupes/entités locales des membres sur le territoire ?

Transversalité : quelles approches concrètes privilégier (cf plusieurs propositions dans le rapport complet)?

L'éducation à la citoyenneté (au sens large) qui est en France et de longue date un des axes prioritaires de SL, est aussi aux yeux des institutions et des représentants politiques français un des moyens de combattre la radicalisation, le racisme et la xénophobie. En dehors du projet collectif J2R, SL ne semble pas utiliser (sciemment ou pas) cette approche/terminologie de la « lutte contre les extrémismes et la radicalisation » qui est pourtant aujourd'hui une des priorités des autorités françaises et européennes impliquées dans la prévention du terrorisme et la lutte contre le racisme par exemple. Cette question sensible pourrait constituer un chantier exploratoire particulier au sein de l'organisation pour déterminer sous quelles conditions SL et ses membres pourraient valoriser leur travail de terrain dans le contexte de ces nouvelles politiques nationales.

Modalités d'intervention de Solidarité Laïque dans la région méditerranée

Les interventions actuelles de SL dans les quatre pays de référence permettent de dégager quelques lignes fortes d'intervention dans la région :

- Le partenariat est au cœur des priorités et des préoccupations de SL dans la région (bien avant – semble-t-il – la question des activités ou des secteurs d'interventions).
- En conséquence, les secteurs d'intervention sont très divers et il est parfois difficile d'identifier quelques lignes directrices qui constitueraient une « marque de fabrique » de SL dans la région (mises à part bien sûr, les grandes priorités stratégiques de SL en général que sont : jeunesse, lutte contre les inégalités, migrations, laïcité, ESS, et éducation).
- Depuis 20 ans, la préférence pour des approches pluri-acteurs (dans le cadre des PCPA notamment et au-delà de la région Bassin Med) semble prendre le pas sur l'approche « historique » de partenariats bilatéraux comme c'est encore le cas au Liban ou comme ce fut le cas en Algérie et en Tunisie avec les syndicats par exemple.
- Les événements conjoncturels dans les différents pays concernés sont pris en compte par SL mais ne constituent pas des lignes de fractures dans les interventions. SL privilégie la durée et la construction par petits pas.
- Il apparaît que le plaidoyer et l'interlocution entre sociétés civiles et les pouvoirs publics au Sud (mais aussi au niveau international), forment un corpus prioritaire pour SL.
- Cette réalité (plaidoyer et interlocution avec les institutions) est renforcée par l'implication active depuis plus de 10 ans de SL dans les réseaux européens (Solidar et dans une moindre mesure Concord Europe) et dans le Réseau Euromed France (REF), notamment sur les agendas liés à la région bassin méditerranéen.
- Les liens entre les modalités d'intervention de SL dans la région Bassin méditerranée, et les pratiques des membres de Solidarité Laïque sont diverses et fluctuent au cours du temps en fonction des phases de chaque projet/programme. Cependant, partout, il semble y avoir un potentiel pour les renforcer. Ceci dit, aucune(s) stratégie(s) globale(s) ne semble(nt) forger un corpus cohérent à l'heure actuelle concernant les synergies entre actions SL et ses membres.
- Il est difficile d'évaluer précisément le poids réel des priorités du financeur principal (l'AFD dans le cadre des PCPA) dans la co-construction des projets/programmes de SL ces 20 dernières années. Dans la dernière phase au Maroc à travers le programme JAD, le recentrage des ambitions initiales semble avoir été le fait du bailleur. Cette décision a eu des répercussions concrètes sur le déroulé du programme dans son ensemble. Mais en dehors de cas particuliers, il faut noter

que les PCPA sont le résultat d'une co-construction entre l'AFD, le MAE et les ONG françaises, dans laquelle SL a pris une part particulièrement active. Il est donc logique que les priorités de chaque PCPA soient amplement débattues avec le(s) bailleur(s).

RECOMMANDATIONS ET *BUILDING BLOCKS*

Les éléments constitutifs d'une stratégie d'intervention pour une ONG de solidarité internationale peuvent être regroupés autour de cinq composantes (*building blocks* en anglais) :

- Thématiques et secteurs d'intervention ;
- Modalités d'intervention ;
- Acteurs et partenaires ;
- Éléments de récit ;
- Financements.

Thématiques

L'« état des lieux » réalisé durant cette mission a montré que SL est identifiée par ses pairs et ses équipes (bénévoles, membres, partenaires ou salariés) comme une organisation principalement généraliste et multithématique. L'objectif prioritaire des dernières années semble avoir été de développer SL en taille et en capacités. Cet objectif partagé est logiquement passé par une augmentation des terrains d'action, du nombre de partenaires et d'interventions. Il s'est aussi accompagné d'une augmentation du nombre des membres et donc de leurs attentes.

Cette situation de « croissance » étant aujourd'hui à peu près consolidée, plusieurs chemins s'ouvrent à SL pour le futur : 1) Consolider la situation actuelle en restant une organisation flexible, « opportuniste » et généraliste (sachant tirer bénéfice des opportunités qui se présentent en termes de partenariats et de financements) ; 2) Développer encore la taille et les capacités de SL pour finir de s'installer dans le panorama français comme une ONG incontournable (ce qu'elle est déjà à de nombreux égards à part par sa taille) ; 3) Se recentrer sur un cœur de métier qui réaffirmera les singularités et particularités de SL afin d'occuper des espaces stratégiques nouveaux.

Plusieurs éléments objectifs (partagés par les évaluateurs/consultants) plaident en faveur de l'approche 3) concernant les thématiques d'intervention, notamment dans la région euro-méditerranéenne :

Recentrage sur éducation et jeunesse : cœur de métier de SL et ses membres

- Les membres de SL, et SL en tant que collectif, présentent des compétences et une valeur ajoutée incomparables sur les questions éducation et jeunesse,
- Recentrer ses actions sur un périmètre précis de compétences et de connaissance est actuellement un bonus pour les ONG. A part quelques très gros acteurs généralistes (notamment anglo-saxons), la plupart des ONG sont des acteurs plus ou moins spécialisés. Le recentrage présente plusieurs avantages pour une organisation : meilleure visibilité, plus grande expertise, effet de transversalité plus aisé, sentiment d'appartenance renforcé, etc.
- L'éducation et la jeunesse font partie des priorités régionales définies par les gouvernements des deux rives depuis maintenant plus de cinq ans,
- Dans certains pays de la région méditerranéenne (comme en Algérie), ces thématiques sont les seules où les acteurs internationaux sont tolérés,
- Les modalités d'intervention (voir paragraphe correspondant dans le rapport complet) liées à ces thématiques représentent un potentiel important pour SL,
- Le grand public en Europe et les bailleurs continuent de considérer que ces thématiques sont prioritaires. C'est pourquoi elles représentent un potentiel important en matière de mobilisation de donations privées et individuelles,
- L'éducation et la jeunesse sont les deux piliers d'une théorie du changement qui s'inscrit dans le temps long en allant à la racine (sens premier du mot « radical ») des problèmes que traverse la région. L'investissement dans l'éducation des jeunes est la voie royale et durable vers une transformation profonde des sociétés ici et là-bas.

Dans ce contexte, la thématique éducation et jeunesse peut naturellement (re)devenir (elle l'est déjà en grande partie) la colonne vertébrale de l'action concrète sur les différents terrains (ici et là-bas) du collectif SL. Elle se prête particulièrement à l'implication des membres de SL dans les différents programmes et projets de solidarités (voir paragraphe Modalités d'intervention dans le

rapport complet). Elle se prête aussi aux échanges entre les deux rives. Si cette orientation est confirmée, le futur récit de SL devra refléter cette réalité.

Migrations : nouvelles urgences humanitaires dans la région. Pour un plaidoyer ciblé et de l'éducation citoyenne ! Lancer des expériences pilotes sur le terrain ?

Les drames humains collectifs et individuels liés aux migrations entre le continent africain et l'Europe représentent une urgence humanitaire absolue. Et les perspectives futures ne sont pas positives. Ces situations sont hélas installées dans la durée. Si depuis plusieurs décennies, les interventions après des conflits armés (présents dans la région aussi) sont le cœur de métier de quelques grosses ONG européennes et françaises qui ont développés des modes opératoires très pointus, **les réponses humanitaires aux drames humains des migrations restent encore balbutiantes. Les initiatives de plaidoyer** qui commencent à se structurer au nord de la Méditerranée autour du thème des migrations sont une manière indirecte de répondre à ces drames et restent indispensables. SL prend d'ailleurs déjà sa place dans plusieurs espaces collectifs sur ces questions-là. Rejoindre aussi une initiative plus régionale « Sud-Méditerranée » sur ces questions semble intéressante à explorer.

Les drames des migrations sont aussi liés aux représentations que chaque société se fait des migrants, et de sa propre capacité à accueillir l'autre. Ces stéréotypes sont d'ailleurs partagés dans les pays des deux rives puisque l'arrivée et l'installation progressive de personnes sub-sahariennes dans les pays d'Afrique du nord sont aussi en train de créer des situations de rejet et de racisme. **L'expérience reconnue de SL en éducation au développement et éducation citoyenne constitue un capital important** qui pourrait être progressivement décliné en éducation contre les stéréotypes et les *fake news* concernant les migrations. Quelques partenaires historiques de SL dans la région sont peut-être intéressés à creuser la question et le projet Jeunesse des deux rives (J2R) a déjà montré son potentiel en la matière.

Mais la question d'actions de terrain plus concrètes se pose peut-être aussi. En effet, SL a développé certaines compétences post-urgence au Sri Lanka et en Haïti et plus récemment à Saint Martin après les catastrophes naturelles que l'on connaît. Notamment parce que SL avait des relations fortes avec Haïti avant le tremblement de terre, parce que plusieurs membres de SL sont actifs dans les caraïbes françaises et enfin parce que le réseau Solidar a pu entraîner plusieurs de ses membres dont SL dans une aventure post-urgence au Sri Lanka. À n'en pas douter, SL saura dans l'avenir aussi saisir les opportunités qui se présenteront après d'éventuelles catastrophes naturelles. Et ces solidarités post-urgence sont de toute façon inévitables quand les catastrophes affectent des territoires dans lesquels une ONG ou ses partenaires sont déjà présents.

Ici il s'agit d'une approche un peu différente : SL avec un ou deux partenaires de la rive Sud (et éventuellement une autre ONG européenne) pourrait s'engager sur le moyen terme à développer quelques projets pilotes (donc limités dans leur taille) pour explorer quelques interventions concrètes auprès des migrants. En France, SL est déjà partie prenante de la plateforme infoMIE qui est un centre de ressources et d'information pour les mineurs isolés étrangers. Faudrait-il développer un outil similaire de l'autre côté de la Méditerranée en arabe, français, portugais et anglais ?

Pourrait-on envisager de développer sur la base de la technologie *Open Street Map* (logiciel libre) une application pour les migrants qui permette de dénoncer les abus commis par les autorités des pays de transit ? Ces informations seraient alors partagées avec les autorités nationales et les agences onusiennes. Une telle application avait été développée en 2013 par des jeunes Tunisiens pour dénoncer les actes de corruption commis par des agents de la fonction publique en milieu urbain. Cet outil citoyen était d'ailleurs salué et utilisé par la police tunisienne elle-même.

Des interventions éducatives auprès des migrants quand ils sont regroupés dans les pays de transit sont-elles envisageables ? Les acteurs spécialisés sur les droits humains sont déjà impliqués auprès de ces populations, notamment les jeunes et les mineurs, mais pourrait-on envisager que SL et quelques-uns de ses membres développent un kit pédagogique destinés aux 'intervenants associatifs' en première ligne auprès des migrants dans le but de proposer des activités socioculturelles aux jeunes migrants ? Dans le même esprit, un MOOC pourrait être produit par SL et certains de ses membres à destination de ces jeunes migrants qui passent souvent des mois à ne rien faire en attendant les résultats de procédures administratives complexes.

Il ne s'agit que de quelques exemples, mais au-delà, la question qui se pose pour SL et ses membres est de déterminer si – sur la base des compétences déjà existantes – SL souhaite se lancer dans la région Euro-Med dans des réponses de terrain à travers des microprojets innovants concernant les migrations qui pourraient être portés et cofinancés entre SL et ses membres dans une phase pilote et exploratoire.

Environnement et changement climatique : une nouvelle thématique à explorer ?

En termes thématiques, et s'il s'agit notamment de recentrer le travail de SL dans la région sur un nombre limité de secteurs d'intervention, une troisième thématique (après Éducation et jeunesse, et Migrations) pourrait être considérée par certains comme superflue. Ceci dit, le processus d'accompagnement a montré que plusieurs acteurs de la rive Sud de la Méditerranée,

notamment des organisations de jeunes, considèrent que la problématique « environnement et changement climatique » est cruciale dans la région et qu'elle intéresse les nouvelles générations.

À y regarder de plus près et pour garder à l'esprit les trois principaux axes d'intervention de SL que sont l'action de terrain, le plaidoyer et l'éducation populaire, **il semblerait logique et souhaitable (si SL décidait de se relancer sur cette nouvelle thématique) de se focaliser en priorité sur le troisième axe d'intervention qui est l'Éducation à l'environnement.** En effet, de nombreuses ONG européennes interviennent déjà spécifiquement dans le champ de l'environnement et de la résilience des communautés locales. L'UE finance d'ailleurs un gros programme régional, Switch Med, dont le siège est à Barcelone, sur le sujet du développement durable. Le secteur privé et l'économie sociale sont invités à y jouer un rôle prépondérant. Sur l'axe plaidoyer, toutes les initiatives existantes autour des Objectifs de développement durable (ODD) et de lutte contre le changement climatique participent à créer ce rapport de forces nécessaire pour que les gouvernements entrent résolument dans une phase de transition vers des sociétés durables. Mais toutes ces initiatives (terrain et plaidoyer) restent globalement limitées, car la majorité de nos concitoyens (au Nord comme au Sud) ne sont pas encore convaincus, et une partie des gens vivant dans la pauvreté perçoit ces enjeux comme secondaires par rapport aux défis de leur survie au quotidien. Dans ce contexte, et considérant que la Méditerranée est un écosystème particulièrement fragile face aux désastres climatiques et environnementaux, **une Alliance régionale pour l'éducation à l'environnement pourrait devenir une initiative mobilisatrice pour les jeunes des deux rives. SL pourrait y jouer un rôle déterminant.**

Modalités d'intervention (autres exemples dans rapport complet)

L'approche microprojets

À côté des grands projets de type PCPA ou CPR, ou en consortium comme au Sri Lanka, SL a su maintenir une tradition de petits projets concrets qui répondent aux attentes d'une partie de ses membres et de ses partenaires. **Cette capacité à intervenir simultanément et sans les opposer à des niveaux méso (un pays, à travers les PCPA par exemple), macro (grandes campagnes de plaidoyer international) et au niveau local (microprojets) est une richesse que SL pourrait encore mieux valoriser dans son récit en interne et en externe.**

En effet, l'approche des microprojets présente plusieurs caractéristiques qu'il est utile d'analyser et d'optimiser :

- Très souvent, les microprojets offrent de beaux témoignages à raconter, partager et communiquer. Leur impact est concret et on en connaît les acteurs. Ce sont les deux piliers d'une belle histoire.
- Leur coût est limité et est donc susceptible de mobiliser des partenaires financiers spécifiques qui n'entrent pas en compétition avec les grands projets (certains membres de SL et/ou des collectivités territoriales ou groupes militants locaux).
- Les microprojets peuvent aussi être envisagés à travers des mécanismes en cascade (*sub-granting scheme*) qui présentent l'avantage de toucher des terrains et réalités concrètes dans plusieurs endroits à la fois, à travers un fonds mutualisé par exemple. Ce type de mécanisme suscite l'intérêt de plusieurs membres de SL.
- Compte tenu de leur spécificité, il est utile de limiter au maximum les contraintes administratives autour des microprojets afin de contrôler les frais de gestion.
- Les microprojets représentent également un cadre favorable à une gestion décentralisée de la solidarité internationale. Ils permettent l'expression de solidarités citoyennes souvent inaccessibles dans les projets plus importants.

Les métiers historiques des membres de Solidarité laïque

SL, à travers ses membres, son histoire et son action France, a développé depuis plus de cinquante ans une identité forte et assez unique dans le panorama associatif français. En premier lieu, SL est une organisation qui n'est pas une ONG classique mais un **réseau regroupant des mouvements et organisations nationaux avec une forte implantation locale en France.** Le nom officiel de SL (Comité national) reflète sa composition en collectif, mais cette identité semble s'être progressivement dissipée.

En second lieu, les membres de SL, et par conséquent SL elle-même, ont une **identité encore plus forte concernant des savoir-faire et des pratiques concrètes** : éducation populaire, mouvement pédagogique, aide aux familles, gestion de centres de vacances, offre diversifiée d'activités extrascolaires, formations diplômées d'éducateurs spécialisés, syndicalisme, mutualisme, action coopérative, etc. Autant de métiers et de secteurs d'activités qui reviennent sur le devant de la scène ces dernières années, quand il s'agit de réinventer un nouveau contrat sociétal en France et en Europe. Ces savoir-faire, métiers et compétences sont présents ici et là dans les actions internationales, mais ne semblent plus être au cœur des modalités d'intervention, ni former la colonne vertébrale de l'action internationale dans le bassin méditerranéen. Une des explications réside dans les logiques issues de l'accompagnement d'acteurs au Sud qui consistent en premier lieu à répondre à leurs propres demandes et besoins (*demand driven*). Mais cette réalité n'est pas suffisante pour expliquer à elle seule cet affaiblissement de l'identité stratégique concernant

les métiers historiques de SL. Les champs d'intervention couverts par les projets actuellement en cours dans la région sont particulièrement diversifiés et larges.

La question d'un potentiel recentrage progressif et en douceur sur quelques savoir-faire et secteurs-clés d'intervention devrait faire partie des discussions à venir car ils font partie intégrante de l'identité de SL. De plus, il s'agit de compétences et de métiers liés au monde de l'éducation qui font cruellement défaut dans les sociétés du Sud de la Méditerranée.

Dialogue entre société civile et institutions

SL a intégré à ses modes opératoires le dialogue entre sociétés civiles et institutions (ici et là-bas). Ce mécanisme démocratique n'est pas discutable en soi, mais de l'avis de nombreuses parties prenantes, que ce soit à travers les PCPA, ou à travers le projet Majalat, les discussions avec les institutions en France, au niveau européen, ou avec les institutions internationales, il faut reconnaître que la majorité des espaces institutionnalisés de dialogue est devenue inefficace. Au mieux, ils sont des espaces d'échanges d'information mais il est rare qu'ils soient les lieux de réelles négociations. Au Sud, ces espaces sont encore trop rares, et quand ils existent au niveau local (comme avec les Conseils de jeunes au Maroc), les compétences des autorités locales sont tellement limitées que les marges de manœuvre restent réduites.

Dans ce contexte, l'énergie et les ressources investies par la société civile (et par SL) dans ces cadres de dialogue doivent être évalués avec attention afin de concentrer ses forces là où le dialogue débouche sur des résultats tangibles.

Participation dans des réseaux et plateformes collectifs

SL a la réputation d'être une ONG volontariste vis-à-vis d'initiatives collectives. En effet, SL est membre de nombreuses coalitions. Un document datant de 2016 liste la participation de SL dans près de quarante-cinq réseaux, coalitions, collectifs et campagnes. A titre d'illustration, SL est membre de Coordination Sud, de Solidar, de Concord, de la plateforme REF, d'Educasol, d'InfoMIE, de la campagne mondiale pour l'éducation, de différents collectifs pour les droits humains, de coalitions ad hoc avec des syndicats, etc. Cependant SL n'est pas membre de collectifs « Solidarité France » type Alerte ou autres. **Dans la plupart de ces coalitions, SL ne se contente pas d'être un membre passif mais investit souvent les structures de gouvernance ou prend une part active à des projets concrets.**

L'implication des ONG dans des coalitions est stratégique (notamment en termes d'impact du plaidoyer) mais les défis sont nombreux :

- La participation à de multiples coalitions et campagnes est **particulièrement chronophage** notamment pour les équipes techniques/salariées.
- Il est parfois difficile de **financer à travers les bailleurs institutionnels l'investissement en ressources humaines** dans ces réseaux. SL mobilise-t-elle suffisamment de fonds propres pour financer ce type de dynamiques ?
- Malgré l'investissement consenti dans ces espaces collectifs, **la visibilité des membres des réseaux est souvent limitée (c'est aussi parfois vrai pour SL).**
- Parfois, des membres de SL sont aussi directement impliqués dans ces collectifs/réseaux/campagnes. **La répartition des rôles entre membres de SL et SL comme collectif est parfois problématique. Dans ces circonstances, les mandats respectifs mériteraient d'être clarifiés et formalisés.**
- **Il est difficile de mesurer l'impact de longues campagnes internationales** concernant souvent des questions complexes. Rendre compte à ses membres et autres parties prenantes sur les résultats de ces investissements est souvent une mission impossible.

Réaliser un travail pour fixer des priorités d'engagement et pour mobiliser les membres de SL dans certaines de ces coalitions pourrait permettre de rationaliser cet investissement consenti sans compter par SL.

Acteurs et partenaires

- Dans ce contexte, SL est-elle outillée à **animer des tours de tables avec d'autres acteurs français** (en commençant par ses propres membres) pour organiser, sous certaines conditions, des transferts de partenariats planifiés et en douceur ?
- **Quand il s'agit de partenariat avec des réseaux d'organisations de la société civile** qui sont parfois un des résultats attendus des programmes portés par SL (notamment dans le cadre des PCPA), il est important de **souligner que le modèle de**
- **plateformes, réseaux, coupoles (quelle qu'en soit la dénomination) est un trait culturel et sociologique très français.** Même au niveau européen, cette approche est régulièrement remise en compte par des acteurs associatifs répondant à d'autres

formes d'organisation. Par exemple, les anglo-saxons privilégient les coalitions *ad-hoc* (limitées dans le temps) entre *like minded* (organisations partageant les mêmes objectifs tactiques). Dans ce contexte, il faut reconnaître que les acteurs français, et SL en particulier, ont tendance à exporter des modèles hexagonaux de structuration du milieu associatif. Cette question est sensible, voire tabou, et devrait être l'occasion d'ouvrir un débat franc et constructif avec les partenaires de SL. En effet, d'autres formes de mises en réseau d'acteurs sont à imaginer (en France et ailleurs) et notamment pour la région Sud-Méditerranée, des modalités de participation, d'adhésion, de fonctionnement et de gouvernance qui répondent aux spécificités socioculturelles des sociétés méditerranéennes.

Toutes ces questions devront être prises en compte notamment dans le contexte algérien, si SL confirme son intérêt à démarrer une relation et des actions dans ce pays.

De façon indirecte mais cependant légitime, la question de la pratique de la langue arabe au sein des équipes de SL intervenant dans la région est posée. L'évolution consistant à intégrer des personnes de la région dans les équipes, notamment dans les pays partenaires, est très positive et ouvrira à n'en pas douter de nouveaux horizons de partenariat pour SL qui sont aujourd'hui inaccessibles à cause de la barrière linguistique.

Éléments de récit

Le processus en cours à travers les deux rapports produits et les deux séminaires en France et au Liban a tenté d'identifier des éléments saillants d'un récit cohérent sur SL qui permettent d'identifier et de différencier l'ADN et les savoirs de SL tant en interne qu'en externe.

Mais la question du récit pour une organisation n'est pas exclusivement une question de langage et de communication stratégique. **Elle est aussi et parfois surtout une affaire d'appropriation et de diffusion auprès de toutes les parties prenantes d'un récit partagé qui est porté par ses différentes composantes (gouvernance, membres et équipes techniques en France et à l'étranger).** La façon la plus efficace de créer de l'appropriation est d'impliquer les personnes dès le début d'un processus. Pour mobiliser les membres et partenaires de SL sur cette question du récit, il est important que le leadership de l'association (DG/DG adjoint et Président/VP par exemple) soit impliqué au moins formellement. Dans ce cadre, Solidarité laïque a tout à gagner à engager un exercice collectif autour du récit de l'organisation. Ce processus léger pourrait se structurer en plusieurs étapes :

- **1^{ère} étape** : Former un petit groupe mixte de cinq personnes maximum qui vont piloter le processus autour du récit (au moins 1 pers du CA, 1 pers de l'équipe permanente, 1 membre, 1 partenaire proche en France, 1 partenaire proche à l'étranger). Chacun sera responsable d'assurer une participation minimale au sein de son collègue (gouvernance, équipe, membres, partenaires ici et là-bas).
- **2^{ème} étape** : Lancer une consultation à travers un *SurveyMonkey* (outil de sondage en ligne gratuit) avec maximum trois questions. Y répondre ne doit pas demander plus de dix minutes aux personnes sollicitées (cela garantit un niveau de participation plus élevé). Ce peut-être par exemple une question sur un élément de la théorie du changement portée par SL, une deuxième question sur un élément de récit qui reflète ce qu'est et/ou fait SL et une troisième question sur une valeur ou principe à mettre en avant concernant SL.
- **3^{ème} étape** : En parallèle, une personne interne ou externe peut revisiter les éléments de langage existants dans les différents supports de communication internes et externes, en extrayant un document de trois pages maximum (1 page sur la théorie du changement, 1 page sur les éléments de récit et 1 page sur les valeurs/principes portés par SL)
- **4^{ème} étape** : Sur la base de ces deux documents (le trois-pages et le *SurveyMonkey*), organiser un atelier d'écriture collective d'une demi-journée avec une dizaine de personnes représentatives de la diversité de l'organisation dans le but de produire quelques paragraphes synthétiques et percutants. Cet exercice peut être facilité, par exemple, par un journaliste de presse écrite.
- **5^{ème} étape** : Identifier dans les douze mois qui suivent cet exercice quelques moments-clés (AG, CA, retraite équipe, présentation d'un nouveau projet auprès des institutions, etc.) pour présenter et diffuser lesdits éléments de langages en encourageant le plus grand nombre de gens possible à s'en saisir dans le cadre de leurs activités quotidiennes (gestion de projets, produits de communication, rencontres institutionnelles, plaidoyer, animation d'équipes, participation à des plateformes, etc.). La déclinaison et le ruissèlement de ces éléments du récit par chacun et chacune au sein de l'organisation constituent une des clés de succès d'un tel processus.

Une autre approche - peut-être plus dans l'air du temps - pour délibérer avec les membres de SL sur la possibilité (ou non) d'augmenter leur contribution dans SL, **consisterait à développer avec les membres de SL un mécanisme transparent d'appel de fonds (additionnels aux cotisations annuelles) autour de projets ou d'actions bien définis et limités dans le temps.** Ces mécanismes ont déjà été utilisés et expérimentés au sein de SL à travers le dispositif PESI (<http://www.solidarite-laïque.org/app/uploads/2018/09/PESI-2018-Dossier-Presentation.pdf>) et à l'occasion de la campagne « Pas d'éducation pas d'avenir » <https://www.pasdeducationpasdavenir.org/>

Ce type de mécanisme présente plusieurs avantages :

- Le périmètre de l'appel de fonds est bien délimité ;
- Sa durée est limitée au développement du projet et ne se convertit pas en une cotisation déguisée ;
- En fonction de l'intérêt spécifique des membres, le tour de table n'implique qu'un nombre limité d'organisations à la fois ;
- Cette contribution des membres peut être accompagnée (s'ils le souhaitent) d'une participation directe dans l'initiative (au niveau technique, gouvernance ou en appui ponctuel),
- Les membres peuvent financer ce genre de contributions sur des lignes opérationnelles chez eux, ce qui n'est pas nécessairement le cas avec les cotisations annuelles.

Plus largement, la question de la mutualisation de ressources entre SL et ses membres pour la mobilisation de ressources humaines et financières au service de l'ambition collective reste une question d'actualité majeure. Elle était déjà posée dans le document Horizon 2020 et antérieurement. Cet enjeu reste donc officiellement un objectif partagé.

SCENARIOS

Axes de travail et scénarios au niveau régional

La participation des jeunes femmes et l'égalité hommes - femmes dans les actions méditerranée de SL

A l'issue de ce processus d'accompagnement, il apparaît que la question des femmes et de l'égalité entre hommes et femmes est un angle mort au sein de Solidarité Laïque en général et dans la méditerranée en particulier. Bien entendu, l'organisation est sensible au sujet et personne ne le remet en cause. Mais il est tellement implicite qu'il en devient presque invisible.

Pourtant, tous les contacts dans la région montrent à quel point cette question est stratégique dans le cadre de la coopération et la solidarité (dans le sens où sans la prendre en compte explicitement, il est peu probable d'atteindre les objectifs d'aucuns des programmes ou projets), et centrale d'un point de vue sociétal.

En voici plusieurs raisons :

- Les femmes jouent aujourd'hui dans la région un rôle moteur dans les changements en cours.
- Les organisations féministes dans la région sont bien organisées et sont un capital sur lequel des ONG comme SL peuvent s'appuyer et desquelles SL pourra aussi apprendre.
- L'éducation est au centre de tout processus d'émancipation. Cet aspect est essentiel sur la question des femmes notamment dans une région où le patriarcat est renforcé par des pratiques religieuses parfois stigmatisantes à l'égard des femmes.
- Pour toutes ces raisons, les femmes dans la région du proche orient sont et seront le pilier de tout mouvement prônant la laïcité comme principe d'organisation politique dans la société.

Dans ce contexte, il est suggéré à SL :

- D'engager au plus vite - avec une ou deux organisations féministes de la région - des discussions spécifiques dont l'objectif serait de proposer des initiatives concrètes et visibles concernant la prise en compte des femmes dans tous les programmes de SL dans la région.
- Une fois les objectifs co-définis, des ressources financières spécifiques devraient être allouées à ce processus afin que cette/ces organisations féministes animent au sein de SL, avec les membres de SL qui le souhaiteraient, et avec tous les partenaires de la région une réflexion - action sur le sujet.
- Les produits concrets de ce processus pourraient être : une stratégie, un programme spécifique (pas seulement une *approche transversale*) et quelques indicateurs simples à vérifier notamment sur les thèmes *jeunesse, éducation et échanges culturels*.

Le programme Jeunesses des deux Rives- 2.0

Les avis sont unanimes sur le potentiel et l'intérêt de ce programme porté en consortium et qui propose des activités pour les jeunes des deux rives.

- Impliquer le plus possible des partenaires ou anciens partenaires de SL (comme les Conseils de Jeunes du Maroc) dans les activités du programme J2R.
- Envisager avec les participants (anciens et nouveaux) des formes collaboratives autour des nouvelles technologies qui seraient portées et développées par des acteurs du Sud de la méditerranée.
- Explorer les synergies possibles entre J2R et le programme Jeunesses méditerranéennes portées par le REF (organisation ponctuelle d'activités conjointes, ou prise en compte des *outputs* de certaines activités dans les deux programmes).
- Amplifier la participation des membres de SL dans ce programme tout en les incitant à impliquer certains de leurs partenaires au sud de la méditerranée mais aussi dans d'autres pays européens tels que l'Espagne, l'Italie, ou la Grèce.

La douloureuse situation des palestiniens et la délicate question palestinienne

Ce point est très important quand on travaille dans la région. C'est pourquoi, **SL devrait sereinement lancer une discussion politique au sein de ses instances officielles sur la question palestinienne.**

Pour la grande majorité des acteurs rencontrés dans la région et des partenaires de SL en particulier, avoir un positionnement clair, renouvelé et courageux sur la question palestinienne est une des bases de tout partenariat politique et de plaidoyer commun. Sur la base d'une révision du corpus existant au sein de SL (dans le passé), au sein du Réseau Euromed France, au sein de la Plateforme France-Palestine et sur la base de positions officielles des partenaires de SL dans la région, un travail de synthèse et de *benchmarking* pourrait être réalisé à moindre coût. Un étudiant en sciences politiques pourrait se voir proposer ce travail de révision documentaire.

Ensuite, les instances compétentes de SL pourraient engager une discussion intéressante avec leurs partenaires de la région sur les quelques points éventuellement sensibles, comme par exemple : la dénonciation de l'emprise coloniale de l'État d'Israël sur la Palestine, la question du soutien aux demandes Arabes pour le boycott économique d'Israël, la dénonciation de l'apartheid en vigueur y inclut vis-à-vis des populations des camps palestiniens au Liban, l'engagement de chaque organisation à lutter contre l'antisémitisme, la question complexe de la solution à deux États à laquelle certains acteurs ne croient plus.

Le REF et son membre l'iReMMO pourraient animer et alimenter ces discussions internes. Renforcer le statu quo existant concernant la situation palestinienne, en n'abordant plus cette question de façon volontariste - comme c'était le cas il y a encore dix ou vingt ans - envoie un message contre-productif aux partenaires de la société civile dans la région, lesquels continuent d'attendre de la communauté internationale, de l'Europe et de la France des initiatives concrètes.

Rappelons cette évidence : la situation palestinienne contraint 9 millions de personnes palestiniennes à vivre dans des conditions que l'apartheid Sud-Africain n'avait rien à envier (même si *comparaison n'est pas raison*). Ce sont autant de vies, de jeunes, de familles, privés des libertés et des ressources minimums qu'exige la dignité humaine. Les palestiniens sont présents dans presque tous les pays de la région et au-delà de leur propre situation, leur présence dans les pays voisins a aussi des répercussions politiques et sociales importantes. Dans plusieurs pays comme la Tunisie, avoir des relations avec des citoyens israéliens est condamné par la loi.

La question palestinienne, sa dénonciation, la recherche de solution et la solidarité avec les populations, sont donc et demeurent incontournables pour toute organisation intervenant dans la région.

Appui à la création d'un réseau régional de clubs de jeunes

A l'initiative du représentant de Solidarité Laïque en Tunisie, Ahmed Galai des initiatives ont été lancées en Tunisie, au Maroc et en Algérie pour créer et animer des clubs de jeunes qui échangent au niveau local sur des questions de sociétés telles que droits de l'homme, démocratie, etc. Ce savoir faire existe donc à travers un des partenaires et une personne ressource proche de SL.

Par ailleurs, au Liban le partenaire historique Tadamoun wa Tanmia (TWT) est en contact avec un mouvement de jeunes impliqués en politique qui organisent aussi des regroupements d'étudiants dans différentes universités libanaises.

Au Maroc, les Conseils de Jeunes représentent aussi un potentiel important pour diffuser ces méthodes inclusives et participatives de discussion entre jeunes sur des sujets de sociétés au niveau des territoires.

Enfin les organisations féministes s'appuient souvent sur des petits groupes de paroles et d'actions militantes qui pourraient se rattacher ponctuellement ou durablement à cette initiative.

Toutes ces composantes et initiatives avec lesquelles Solidarité Laïque est en contact directement ou indirectement, pourrait former la base d'un écosystème souple et décentralisé de *clubs de jeunes*.

Dans ce contexte, et si SL décidait de se lancer dans un processus sur le long terme concernant la Laïcité dans la région, alors un réseau régional de clubs de jeunes pourrait être un atout remarquable. Ce réseau informel et décentralisé permettrait d'initier de façon progressive et adaptée aux caractéristiques sociales politiques de la région, des discussions sur la laïcité au sein de ces petits groupes de jeunes qui réunissent les conditions de confiance (*safe space*) et de pédagogie, sur la base d'un socle partagé de principes, indispensables à ce type de débats et d'échanges.

Dimension régionale des migrations

À l'évidence la question des migrations sur le pourtour méditerranéen revêt une dimension régionale et même plusieurs : Union Africaine, pays Arabes, Union Européenne, puissances régionales (comme la Turquie). Il est donc utile de penser la question des migrations à une échelle régionale ou multirégionale.

Dans ce contexte, SL pourrait capitaliser le travail remarquable que Solidar a fait durant plus de 10 ans sur les questions des migrations, notamment dans la région. Des collaborations croisées avec un autre membre de Solidar que SL connaît bien et le Mouvement espagnol pour la Paix et la Démocratie MPDL. D'autres partenaires européens de certains membres de SL (comme la Ligue de l'Enseignement en Italie) pourrait rejoindre un réseau informel d'échanges de pratiques et d'analyse politique liées aux migrations. Enfin ce travail sera inévitablement alimenté par le programme MAJALAT dont un des axes prioritaires (comme jeunesse) est le thème de la mobilité et des migrations.

Ce travail partagé de veille institutionnelle et humanitaire permettra à terme à Solidarité Laïque de se positionner stratégiquement sur cette question politique, de société, mais aussi sur le terrain.

Appui à la création d'un écosystème favorable à l'éducation dans le sud de la méditerranée

Les analyses *pays* réalisées durant le cadre de ce processus d'accompagnement ont toutes montré que les secteurs éducatifs – publics, laïques et gratuits – sont devenus les parents pauvres des politiques publiques dans la majorité des pays de la région.

Dans ce contexte qui s'aggrave, et considérant le cœur de métier de Solidarité Laïque et celui de bon nombre de ses membres, **il apparaît important de porter des solidarités concrètes au niveau régional aux acteurs organisés du secteur éducatif** ; qu'ils soient associations ou syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves, porteurs de projets pilotes dans le cadre de politiques publiques, associations d'anciens élèves, clubs de jeunes, *Think-tanks* progressistes sur l'éducation, campagnes régionales ou *académie régionale* pour l'Éducation (cette dernière est basée à Beyrouth), organisations d'éducation populaire, etc.

En d'autres termes appuyer ceux et celles qui se mobilisent pour créer les conditions pour une relève pédagogique, pour le renouvellement des vocations à enseigner, qui s'investissent dans de nouvelles pédagogies actives, l'innovation en éducation et dans un plaidoyer actif auprès des institutions éducatives, de la communauté internationale, et auprès des décideurs politiques.

C'est sur ce champ que se pose aussi la question de la langue et de la francophonie, présente « implicitement » dans les programmes de SL (à l'exception de l'action francophonie solidaire portée par SL en République de Moldavie via une délégation départementale). Sur la base d'une réflexion engagée il y a trois ans, et qui s'est amplifiée dans les six derniers mois, SL pourrait être porteur d'une action « rénovatrice » en la matière dans la région méditerranéenne.

Annexe - Dimension régionale du Sud de la Méditerranée : mythe ou réalité ?

Il ne s'agit pas ici de se substituer aux historiens, géographes et politiques dont l'expertise et la responsabilité est de mener ces débats sur des bases documentées mais plutôt de proposer d'ouvrir ce débat aussi entre acteurs de la société civile afin qu'émerge des éléments de réponses qui lui sont propres.

La notion de région pour définir les 10 pays qui se situent sur les berges sud de la mer méditerranée est toute relative. La réalité politique, institutionnelle ou sociologique de cette grande région du Sud de la Méditerranée depuis le Maroc, en passant par l'Est de la Méditerranée, jusqu'à la Turquie qui est au Nord de la Méditerranée, ou celle de sous-ensembles (tels le Maghreb, le Machrek ou la Ligue Arabe) est assez ténue sauf à de rares niveaux bureaucratiques. Mise à part de partager une religion commune, ou d'avoir subi plusieurs impérialismes successifs (romain, arabe, ottoman puis français ou anglais), il semble que dans l'histoire récente (que nous pouvons appeler post-coloniale) les tentatives de façonner une région ou mêmes des sous-régions sont restées balbutiantes.

Les réalités nationales et entre voisins directs (partageant une frontière & donc leurs relations bilatérales) semblent bien plus pertinentes pour décrire et analyser cette région du monde. A titre d'exemples, analyser les relations actuelles entre le Maroc et l'Algérie fournit des informations importantes sur ce qu'il est possible de faire entre sociétés civiles des deux pays notamment

dans un cadre institutionnel ou officiel. De même, l'existence d'une forte diaspora associative et économique libyenne en Tunisie et sa connaissance précise fourniront des indications sur ce qu'il est possible de faire concernant la Libye depuis une base militante présente en Tunisie. Cela est vraie aussi pour les relations entre Libanais et Palestiniens. Ou encore pour comprendre les relations entre la Turquie et la Syrie dans le contexte de la guerre civile et régionale.

C'est principalement l'Union européenne (UE) qui a créé (notamment avec le traité de Lisbonne) et entretient cette vision régionale d'un « voisinage sud » qui serait homogène (comme peut l'être l'UE d'un point de vue institutionnel). Cette vision est avant tout une projection de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) de l'UE sur sa périphérie Sud et Est. Cette approche contraint les pays de la sous-région à entrer dans un dialogue bi-régional alors que les conditions ne sont pas remplies de l'autre côté de la Méditerranée pour répondre 'ensemble' à de grands enjeux telles que les relations commerciales avec l'UE. Dans ce contexte, l'appellation *Afrique du Nord* (utilisée par le MAE semble-t-il) est peut-être plus adaptée d'un point de vue strictement géographique quoiqu'il perpétue dans l'appellation une vision qui fut longtemps une vision coloniale.

Le bassin méditerranéen (Nord, Est et Sud) quant à lui présente une réalité historique, commerciale et géographique peut-être plus pertinente. Ce découpage géographique présente aussi l'intérêt d'intégrer des pays aux histoires et aux niveaux de développements économiques différents, rompant ainsi avec la vision traditionnelle du « nord » et du « sud » qui est issue des réalités post-coloniales et des mouvements tiers-mondistes. Ces dernières sont appelées à être dépassées à l'aube du 21ème siècle par de nouvelles identités multiples et croisées. Sans rentrer dans les affres et arrières-pensées de ladite initiative politique, l'Union pour la Méditerranée présentait au moins l'intérêt de projeter un avenir commun entre le Nord, l'Est et le Sud de la méditerranée.

Dans ce contexte beaucoup plus complexe et fragmenté qu'il y paraît, les ONG européennes ont tout à gagner à renforcer et/ou actualiser avec leurs partenaires méditerranéens leurs analyses politiques sur les réalités du terrain, notamment en ce qui concerne les cadres institutionnels de participation, de démocratisation et de décentralisation ayant cours dans chacun des pays de la région. Même si certaines avancées légales et constitutionnelles sont indéniables au niveau national dans certains pays, chaque action ou projet de solidarité internationale avec le Sud de la méditerranée s'inscrit dans un contexte local particulier qu'il est important de caractériser et décrire de façon précise.

Et ce pour deux raisons au moins. L'une est liée aux résultats attendus de programmes et/ou de projets (souvent négociés avec les bailleurs de fonds) qui dépendent beaucoup de ces cadres institutionnels et des processus politiques nationaux à l'œuvre au niveau de territoires particuliers. Ceci est notamment vrai pour les approches multi-acteurs tels que les PCPA les abordent par exemple. L'autre est liée à la production d'analyses géopolitiques par les sociétés civiles sur la base des réalités de terrain. C'est une valeur ajoutée souvent sous-estimée par les ONG elles-mêmes ou encore trop peu mise en avant. C'est pourtant un des outils importants de la **diplomatie non-gouvernementale** (que l'on pourrait appeler également diplomatie citoyenne ou civile) et potentiellement aussi une source d'analyse importante pour la diplomatie classique. Ce dernier point a été confirmé par les interviews avec le MAE.